



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Restructuration-et-transparence>

Restructuration et transparence

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 875 - février 1989 -

Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2009

Date de parution : février 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La passion apparaît très vite lorsqu'il est question de l'Union Soviétique (1) Et pourtant malgré ceux qui s'obstinent encore à nier les changements fondamentaux qui s'y produisent ou s'y produisent, notre mensuel de réflexion socio-économique ne peut éviter d'y revenir.

A entendre et lire ce qui se dit et s'écrit sur l'ouvrage de base « Perestroïka » (2) de Mikhaïl Gorbatchev, l'impression domine que ceux qui s'expriment sur son sujet, soit n'ont lu le livre qu'en « diagonale » ce qui n'est pas étonnant avec la profusion de publications actuelles et la prétention de certains de tout lire, soit n'en ont retenu que ce qui conforte leurs thèses.

Afin de clarifier notre débat, nous tenterons ici de bien comparer ce qu'écrit le Secrétaire Général du PCUS de ce qu'en pensent les commentateurs et nous-mêmes (3) et essayerons de centrer cet article sur les problèmes majeurs de l'économie et des chances de paix qui en résultent.

Très peu d'histoire

La révolution soviétique de 1917 a soulevé un espoir immense parmi les opprimés du monde entier. La résistance des koulaks, la disparition de Lénine et son remplacement par Staline, l'encerclement et l'intervention des puissances impérialo-capitalistes, enfin la montée du nazisme et la seconde guerre mondiale ont été les événements déterminants qui ont dominé la courte histoire de l'URSS. Ces événements ont suscité la dictature du prolétariat, la terreur stalinienne, l'écroulement des « ennemis » intérieurs : Trotsky, Kamenov, Zinoviev, Radek, Boukharine, etc... un million de fusillés, douze millions de morts dans les camps, vingt millions de victimes pendant la seconde guerre mondiale. Dans le domaine de l'économie, ce furent la nationalisation des moyens de production, l'instauration des sovkhozes et surtout des kolkhozes. La domination des échanges intérieurs et extérieurs par les instances gouvernementales que l'on a pu qualifier de capitalisme d'Etat. Les dirigeants soviétiques furent conscients très rapidement qu'il n'était pas question d'instaurer le communisme immédiatement et limitèrent leurs ambitions à la marche vers cet objectif. L'état de l'appareil de production tsariste, la première guerre mondiale et ses suites ne permettaient pas d'envisager la satisfaction des besoins exprimés. La pénurie dans tous les domaines obligeait à concevoir des restrictions qu'il s'agissait de répartir plus justement. Le passage au socialisme dans un pays plus riche comme les Etats-Unis, ou de tradition plus productiviste comme l'Allemagne, aurait été à cet égard plus significatif. Malgré l'utilité indéniable, pour les distributeurs, d'une expérience pratique de système économique basé sur une motivation de solidarité plutôt que sur la compétition, la concurrence et l'intérêt personnel, il est certain que le dénuement faussait l'essai au départ. Les responsables de l'URSS ne manqueraient pas d'invoquer cet argument afin de justifier le retard de leur pays en ce qui concerne le niveau de vie moyen de ses habitants. Ils l'emploient encore, 70 ans après la révolution...

Pourquoi la restructuration ?

Malgré certaines réussites brillantes en astronautique, en aviation, dans les arts, les sports, l'enseignement, Gorbatchev admet et dénonce volontiers les carences du régime. Le conservatisme et la prolifération de l'administration héritée de celle des tsars, l'alcoolisme envahissant, l'absentéisme, la corruption, la servilité, la flagornerie sont stigmatisés par le premier secrétaire. Le culte de la personnalité avait déjà été rejeté par Krouchtchev devant le 20e congrès en février 1956, il avait fait sa réapparition avec surtout la fin de l'ère Brejnev mort le 10 novembre 1982. Gorbatchev le réprouve, mais vient d'accéder au titre de Chef de l'Etat, ce qui lui confère l'ensemble des pouvoirs... Peut-être est-ce nécessaire afin de lui permettre de mener à bien des réformes salutaires.

Dans le domaine économique, Gorbatchev ne cache pas les échecs ralentissement de la croissance économique : de 50% par an à la stagnation en 15 ans, difficultés d'approvisionnement en acier, matières premières, contrôle, pourtant les points forts de l'Union Soviétique, et finalement l'obligation

d'acheter des millions de tonnes de céréales chaque année pour l'alimentation du bétail, un comble ! Enfin, production de biens de consommation et d'aliments insuffisante en quantité, mais aussi en qualité ainsi que tous les touristes ou visiteurs professionnels en URSS peuvent en juger. Ces déconvenues ne manquaient pas d'être utilisées par la propagande adverse toujours prompte à dénoncer les erreurs du communisme, comme nous le verrons plus loin. Toujours est-il qu'ils mettaient dans le plus grand embarras les partis communistes du monde entier, en particulier ceux de l'Occident obligés, soit de se réfugier dans l'« eurocommunisme » (Espagne, Italie), soit de régresser (France). Gorbatchev n'en souffle mot, mais les défaites économiques de l'URSS combinées avec le mépris des droits de l'homme qui subsiste : syndicats enrôlement, internements arbitraires, camps de détention politique ne furent pour rien dans la mauvaise image du pays à l'étranger. Il y a 25 ans, Krouchtchev donnait quatre ou cinq ans à l'URSS pour rattraper le niveau de vie des pays occidentaux. Il n'en fut rien, bien au contraire, l'écart ne fait que s'amplifier. Cette situation ne pouvait durer sauf à mettre en péril, à long terme, l'existence même de l'Union Soviétique. La course aux armements conventionnels, chimiques, bactériologiques ou nucléaires dans laquelle les pays de l'est sont engagés, de grâce ou de force, avec l'Occident, pèse lourdement sur la production. Les meilleurs savants, ingénieurs, techniciens sont requis par cette quête épuisante. Le premier secrétaire insiste avec des accents qui paraissent sincères sur l'effroyable gâchis qu'entraînerait le développement de l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) ou guerre des étoiles qu'il veut empêcher à tout prix, même s'il prétend que 10 % des investissements consentis par les Etats-Unis lui suffiraient pour contrecarrer l'avantage momentané de son adversaire. Enfin Gorbatchev n'ignore pas et c'est heureux pour nous tous, l'immensité du danger que fait courir au genre humain l'arsenal nucléaire existant. Il cite le mot de Winston Churchill que Richard Nixon lui rapporta : « ...Les ailes brillantes de la science peuvent bien ramener l'âge de la pierre sur la planète... ». Il sait que la vie sur terre est menacée. « ...Un seul sous-marin stratégique emporte un potentiel destructif égal à celui de plusieurs secondes guerres mondiales... Pour chaque habitant de la terre, il existe une charge capable d'incinérer un immense territoire... ». Il affirme qu'il n'y aurait aucun vainqueur, ni aucun vaincu, mais seulement des victimes après un conflit nucléaire mondial. Pour toutes ces raisons principales internes et externes, l'auteur a engagé la Perestroïka et la Glasnost.

Les orientations

Contrairement à ce qu'affirment les uns pour le regretter, les autres pour s'en réjouir, le président n'envisage jamais d'abandonner le socialisme soviétique. Il se place en permanence sous les auspices de Lénine. Il fait confiance au peuple, pense que tout renouvellement ne peut venir que de la base. Il soutient le respect des droits de l'homme et fonde son action sur la démocratisation. Il appelle à la critique constructive et cite de nombreuses lettres de citoyens ordinaires pour montrer la voie : celle du respect de la loi. Il demande aux syndicats de ne pas se cantonner dans la gestion des œuvres sociales et aux jeunes ainsi qu'aux femmes de participer au renouvellement dans tous les domaines. Certes, il soutient le recours à la « variété des prix » et se demande « ...comment l'économie pourrait-elle avancer si elle crée des conditions préférentielles pour les entreprises d'usines et pénalise celles qui sont à la pointe du progrès ?... ». Les puristes regretteront la décentralisation, l'autonomie des unités de production, la création d'entreprises mixtes et l'entrée de Coca-Cola en URSS, mais cela ne date pas d'aujourd'hui... Sa véritable politique économique peut être assez bien définie par les deux passages suivants :
...C'est à Lénine que l'on doit l'idée qu'il faut trouver les formes les plus efficaces et les plus modernes de mariage entre la propriété collective et les intérêts personnels ; cette idée constituera le fondement de toutes nos recherches, dans le cadre d'un concept de gestion économique radicalement transformé... » et « ...La presse, il est vrai, a fait connaître certaines propositions qui allaient au-delà de notre système. L'opinion a été émise, par exemple, que nous devrions renoncer à l'économie planifiée et accepter le chômage. C'est impossible, notre but est de renforcer le socialisme, non de le remplacer par un autre système. L'exemple qui nous vient de l'ouest, celui d'une

l'économie différenciée, est inacceptable pour nous... ».

Toutefois, la libéralisation du commerce extérieur et le plan de dévaluation du rouble annoncés le 9 décembre 1988 (4) en attendant la convertibilité de la monnaie soviétique et l'entrée de l'URSS au FMI, s'ils sont nécessaires à la modernisation des moyens de production, vont très peu dans un sens libéraliste. La politique internationale de Gorbatchev est évidemment fonction des intérêts indiqués ci-avant : respect de l'identité des nations, soutien des non-alignés, aide au tiers-monde. Dans les conversations et les pourparlers américano-soviétiques, il prétend tenir le plus grand compte des intérêts européens. Il n'oublie d'ailleurs pas que la Russie est en Europe et avance la métaphore, qu'il croit constructive, de « l'Europe maison commune » dans laquelle chaque propriétaire d'appartement est maître chez lui, mais aussi responsable du bon état et de la présentation des parties communes. Et il précise : « ...Même une guerre conventionnelle, pour ne rien dire d'un conflit nucléaire, serait désastreuse pour l'Europe d'aujourd'hui. Ce n'est pas seulement parce que les armes conventionnelles sont bien plus destructrices que celles utilisées durant la Seconde Guerre Mondiale, mais aussi parce qu'on y trouve des centrales nucléaires regroupant au total quelque deux cents réacteurs et un grand nombre de vastes complexes chimiques. La destruction de ces installations lors d'un conflit conventionnel rendrait le continent inhabitable... » L'on découvre dans le livre une conscience aiguë que nous sommes tous responsables de l'avenir du monde. Mais aussi le constat : « ...de l'incapacité ou de la réticence à admettre que nous représentons tous une seule race humaine, que nous partageons un destin commun et devons apprendre à vivre en voisins civilisés sur notre planète... ». Il se lance alors dans une longue autojustification de la position soviétique dans les négociations américanosoviétiques sur le désarmement atomique et ne peut que proposer le développement de cette méthode. Si la parole était donnée aux interlocuteurs des Etats-Unis, ils soutiendraient certainement avec conviction que leur thèse est la meilleure. Mais il ne viendra jamais sous la plume de ces grands que, puisque nous sommes assaillis par des difficultés mondiales, seules des institutions

de même échelle, c'est-à-dire mondiales elles aussi et démocratiques, seraient capables de les résoudre.

Les obstacles

Tous les soviétiques ne sont pas convaincus par le chef du PCUS. Il en est bien conscient. Cela le pousse à se donner le plus de pouvoir possible pour vaincre les réticences, avec les risques de dérive autoritaire que cette démarche comporte. Les formes, le changement menacent partout les situations établies. Les habitudes de tous sont bousculées, la force d'inertie s'y oppose. Les plus vulnérables sont ceux qui, à tous les niveaux détiennent une parcelle même minime de pouvoir et peuvent être de privilégiés : les fonctionnaires de tous grades victimes des coupes sombres pratiquées dans les administrations, les responsables locaux, régionaux ou nationaux du parti qui devront s'expliquer devant les citoyens, les directeurs d'usines ou de complexes agricoles dont la situation n'est pas assurée, etc... c'est-à-dire toute la nomenclatura. Des soubresauts inquiétants se font entendre dans l'armée rouge depuis surtout que la décision unilatérale de retirer 500.000 hommes des troupes de l'est européen a été annoncée devant l'assemblée générale de l'ONU.

La difficulté vient aussi de ce que la plus grande liberté d'expression libre des revendications jusque là interdites. Il en est ainsi de désirs légitimes comme, par exemple, l'amélioration de la qualité des produits de consommation, mais aussi, autre exemple, de la création de partis d'opposition toujours prohibée jusqu'à maintenant. Le nouveau régime évolue sur le fil du rasoir, entre deux abîmes.

Au plan économique-financier, l'autorisation, pour les entreprises, de commercer directement avec leurs homologues étrangers, utilise évidemment la concurrence du marché capitaliste pour remotiver les dirigeants, mais aussi les employés. Un arsenal de mesures telles que les droits de douane, le contingentement, etc... en un mot le protectionnisme est à la disposition du pouvoir afin d'éviter l'effondrement de l'économie soviétique dont la productivité est de 3 à 3,5 fois inférieure à

celle de l'Occident. Si ces informations sont exactes, car il ne faut pas exclure l'intoxication utilisÃ©e si souvent par les mÃ©dias occidentaux, Gorbatchev semblerait contraint de recourir Ã cette pression et il ne paraÃ®t pas exclu qu'il pousse jusqu'aux restructurations d'usines et peut-Ãªtre Ã la mise au chÃ´mage. Il convient nÃ©anmoins de remarquer que ces orientations iraient exactement Ã l'encontre de la volontÃ© affirmÃ©e par le premier secrÃ©taire dans la phrase citÃ©e au paragraphe prÃ©cÃ©dent. Le fait serait sinon d'une gravitÃ© qu'il ne faut pas se cacher. Voici le capitalisme d'Etat qui s'affirmerait et qui s'infiltrerait dans les rouages internes de l'Ã©conomie. Seuls les syndicats et les travailleurs seraient alors en mesure d'assurer le contrÃ´le de la tendance. A l'Occident, nous ne pouvons qu'attendre et observer... A la pÃ©riphÃ©rie de l'Union, les minoritÃ©s nationalistes redressent la tÃªte, aussi bien dans les rÃ©publiques baltes qu'en ArmÃ©nie. Cela permet Ã la propagande franÃ§aise de droite de se dÃ©chaÃ®ner. HÃ©lÃ©ne CarrÃ©re d'Encausse est considÃ©rÃ©e comme le gÃ©nial prÃ©curseur car elle avait prÃ©vu cela dans « L'Empire Ã©clatÃ© ». Nous sommes pourtant loin de l'Ã©clatement. Gorbatchev se dÃ©fend : aucun pays avancÃ© n'est Ã©pargnÃ© par les difficultÃ©s Ã©conomiques. Il accuse la presse franÃ§aise d'Ãªtre la plus zÃ©lÃ©e Ã vouloir le dÃ©truire et attaque « L'Express » qui lui attribuait le dÃ©sir d'Ã©tablir sa domination sur l'Europe. Il aurait pÃ» aussi donner l'exemple de l'ensemble des chaÃ®nes tÃ©lÃ©visÃ©es qui nous renseignent sur les moindres faits et gestes de Solidarnosc mais font le silence sur les propositions prÃ©cises des syndicats et des « coordinations » franÃ§aises. Mais les plus dangereux adversaires de la PÃ©estroÃ¼ka se placent prÃ©cisÃ©ment dans les complexes militaroindustriels situÃ©s Ã l'intÃ©rieur, et surtout Ã l'extÃ©rieur de l'URSS.

Les enjeux

La PÃ©estroÃ¼ka et la Glasnost, comme toutes les grandes rÃ©formes, ne connaissent pas les frontiÃ¨res. Mais la mÃ©fiance rÃ©elle ou feinte subsiste. Et si, au vu des mesures de dÃ©sarmement soviÃ©tiques, nous nous laissons entraÃ®ner nous aussi dans la mÃªme voie, comment pourrions-nous rÃ©armer Ã temps lorsque les dirigeants actuels seront Ã©liminÃ©s ? dit-on dans certains milieux amÃ©ricains, faisant preuve d'une naÃ¯vetÃ© assez... dÃ©sarmante. D'autres vont plus loin : « ...L'Ouest n'accordera crÃ©dit aux propositions soviÃ©tiques de rÃ©duction des armements que si l'URSS change son systÃ©me politique, si elle prend pour modÃ¨le la sociÃ©tÃ© occidentale. C'est tout bonnement ridicule... » affirme Gorbatchev qui se prÃ©vaut d'un moratoire unilatÃ©ral des essais atomiques maintenu pendant dix-huit mois. Il dÃ©nonce la faction militariste des Etats-Unis Ã©troitement liÃ©e au commerce des armes et « ...terrifiÃ©e par le moindre indice de dÃ©gel entre nos deux pays... ». Notre auteur cherche Ã rassurer les Ã©conomistes de l'ouest et s'appuie curieusement sur l'avis de Wassily LÃ©ontiev amÃ©ricain d'origine russe, Prix Nobel 1973, « ...qui a prouvÃ© que les arguments des militaristes ne tiennent pas d'un point de vue Ã©conomique... » et « d'assurer que chaque emploi militaro-industriel coÃ»te deux ou trois fois plus que l'industrie civile »... On pourrait crÃ©er trois emplois Ã la place... (pour le mÃªme prix) triomphe-t-il. Il oublie qu'il faudrait, en rÃ©gime capitaliste, les rentabiliser, alors qu'il n'en serait nul besoin dans une Ã©conomie vraiment diffÃ©rente. Il laisse croire aussi que les fonds rendus disponibles pourraient Ãªtre affectÃ©s au dÃ©veloppement du tiers-monde. Et pourtant, il est conscient que les P.V.D. sont incapables de rembourser leur dette alors que les profits retirÃ©s de ces pays par les amÃ©ricains ont reprÃ©sentÃ© le quadruple de leurs investissements. Croit-il ou feint-il de croire que ce commerce lucratif pourrait continuer si l'aide Ã©tait vÃ©ritablement dÃ©sintÃ©ressÃ©e ?

La question centrale de cette partie du dÃ©bat est pourtant bien posÃ©e l'URSS a-t-elle plus grand intÃ©rÃªt au dÃ©sarmement que les Etats-Unis ? Pour nous, la rÃ©ponse est oui, s'il s'agit de l'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral, mais non pour les grands financiers amÃ©ricains et les simples citoyens qui bÃ©nÃ©ficient des miettes des retombÃ©es de la construction et de la vente des armes. Par contre, s'il s'agit de l'intÃ©rÃªt primordial pour la paix et la survie : tous les humains d'AmÃ©rique, d'Europe ou d'ailleurs sont bien solidaires et cette aspiration transcende toutes les frontiÃ¨res.

Conclusions en forme de questions

Ceux qui nous accusent de faire l'état de trop de certitudes seront peut-être surpris que nous nous posions tant de questions :

L'Union Soviétique en affichant, notamment au cours de la période stalinienne, un tel mépris pour la liberté et la vie humaines a-t-elle trahi les espoirs de la classe ouvrière ?

La classe ouvrière telle que définie par Marx et Lénine existe-t-elle encore ? Sous sa forme actuelle est-elle en mesure d'impulser en Occident une révolution fondamentale dans la structure des échanges et de l'économie ? Sinon qui d'autre le fera ? Un système économique en état d'abondance potentielle peut-il être basé sur une motivation autre que celle de la domination de l'homme par son semblable, de l'intérêt financier immédiat, de la guerre économique, avec le risque d'évolution vers la guerre nucléaire finale ? Une révolution dans la société, au moins aussi totale que celles de 1789 et 1917, peut-elle se faire pacifiquement de nos jours ? Les excès de la terreur entraînés par ces révolutions, puis ceux des Napoléon et des Staline, sont-ils inhérents à leurs finalités, puis au maintien des acquis obtenus ?

Voici quelques-unes des remises en questions salutaires suggérées par l'actualité du bicentenaire et par l'évolution des événements en Union Soviétique. Nous aurons sûrement l'occasion d'y revenir au cours des années 1989 et suivantes... Ces années seront cruciales, car, pour ceux qui répondent plutôt affirmativement à la première question, quelle ne serait pas l'espérance renouvelée si même certains seulement des objectifs fixés à la réforme en cours étaient atteints ?

Et voici pour terminer un extrait de la conclusion de Mikhaïl Gorbatchev « ...La restructuration est une nécessité pour un monde submergé par les armes nucléaires ; pour un monde tourmenté par des problèmes économiques et écologiques sérieux ; pour un monde affligé du fléau de la pauvreté, du retard et de la maladie ; pour une race humaine enfin, confrontée à l'urgence d'assurer sa propre survie... ».

- (1) Voir notamment l'article de Henri Muller G.R. n° 872 et le « Courrier des lecteurs » des N° 874 et 875.
- (2) Editions Flammarion nov. 87.
- (3) C'est-à-dire l'auteur de la chronique et non l'ensemble de la rédaction ni, bien entendu, les « distributeurs ».
- (4) Le Monde, 13 déc. 88.